

Politiques et mesures de reamenagement urbain dans le Tokyo de l' apres-seisme de 1923

著者	Blanchard Nicolas
journal or publication title	The Economic Review of Toyo University
volume	43
number	2
page range	127-145
year	2018-03
URL	http://id.nii.ac.jp/1060/00009518/

Politiques et mesures de réaménagement urbain dans le Tōkyō de l'après-séisme de 1923

Nicolas Blanchard

Résumé

Le séisme qui se produit en 1923 et qui touche la région de la capitale japonaise représente pour les ingénieurs et les administrateurs de l'époque une occasion en or de mettre en pratique leurs plans de réaménagements urbanistiques. Les avancées techniques obtenues aussi bien dans le domaine de la parasismologie que dans celui de la protection contre le feu trouvent une prolongation naturelle à travers la promulgation des lois de planification *Toshi keikaku hō* 都市計画法 de 1919. Leur mise en pratique à grande échelle débute après le grand tremblement de terre. Nous nous intéresserons dans cet article à la genèse et au rôle joué par le Groupe des mesures sociales dans l'élaboration des lois d'urbanisme, mais aussi à leurs actions sur le terrain notamment après le tremblement de terre qui touche Tōkyō.

Mots-clés : urbanisme, Tōkyō, réaménagement urbain, cité jardin

I. Les lois d'urbanisme et le plan de reconstruction après le séisme de 1923

1. Le Groupe des mesures sociales

Déjà à l'ère Meiji, des projets de réaménagements urbains sont réalisés, mais il s'agit avant tout de commandes de l'Etat comme par exemple le plan d'un quartier de constructions en briques à Ginza *Ginza renga gai* 銀座煉瓦街 (1872-1877) réalisé par Thomas James Waters¹⁾, le projet de regroupement des bâtiments administratifs que l'on doit à la société Ende et Böckman *Kanchō shūchū keikaku* 官庁集中計画

1) (1842-1898) Ingénieur d'origine irlandaise actif au Japon à la fin du Bakumatsu et au début de l'ère Meiji. Il dirige la reconstruction du quartier de Ginza *Ginza rengagai keikaku* 銀座煉瓦街計画. C'est lui qui occidentalise le visage de la capitale : séparation de la chaussée et du trottoir, pavement des rues, alignement d'arbres sur les avenues. Très actif, on lui doit aussi l'Hôtel de la monnaie *Zōheiryō* 造幣寮 à Ōsaka.

(1886-1890) ou encore le plan de réaménagement urbain de Tôkyô²⁾ *Tôkyô shiku kaisei jôrei* 東京市区改正条例 (1884-1918). Cependant, tous n'étaient que des réalisations ponctuelles et non des projets dont l'élaboration et l'exécution auraient suivi des règlements ou des lois. Parmi ces projets pilotes, le plan de réaménagement urbain entrepris par le gouvernement qui s'attache à suivre les principes des lois et règlements promulgués se démarque. En effet, de bons résultats sont obtenus concernant l'élargissement des grands axes tels que *Nihonbashi Ôdôri* 日本橋大通り et la création de nouveaux parc comme *Hibiya Kôen* 日比谷公園. Malheureusement, le gouvernement de l'époque Taishô, manquant de fonds alloués à la réorganisation urbaine, ne peut prétendre contrôler le développement de la capitale qui s'accélère³⁾. Ainsi, le programme de rénovation débuté en 1884 ne prend-il pas en compte la situation des zones industrielles naissantes et le problème du logement. Le gouvernement japonais est tout simplement impuissant face à l'extension désordonnée des banlieues et du développement de quartiers d'habitations insalubres dans la ville basse.

Loin de baisser les bras, de jeunes fonctionnaires des bureaux du Ministère de l'Intérieur, décident de s'attaquer aux problèmes nés de la croissance urbaine. La section région *Chihô kyoku* 地方局, dont l'objectif initial est de contrôler les mouvements de population mais aussi d'améliorer leurs conditions de vie, entreprend des recherches sur le concept des cités-jardins *Den.en toshi* 田園都市. C'est également sous son égide que deux nouvelles sections sont créées au Ministère de l'Intérieur : la section urbanisme (1919) et la section sociale (1921). La première réfléchit aux politiques urbanistiques, tandis que la seconde se concentre sur la politique sociale qui inclut le bien-être public en faveur des couches défavorisées de la société⁴⁾.

Le Groupe des mesures sociales se constitue grâce à ces jeunes fonctionnaires rénovateurs qui ont une connaissance des rouages du Ministère de l'Intérieur, mais aussi avec l'aide de spécialistes de la ville et des journalistes qui partagent leurs idées. Au centre de ce cercle, Hiroshi Ikeda (1881-1939), qui développe l'idée visionnaire selon laquelle les salariés (les cols blancs) composeront majoritairement la population des villes de demain.

Ikeda assure la dernière présidence du conseil pour le plan de réaménagement urbain commencé au début de l'ère Meiji. Ses recherches sur la ville de Den.en, la nouvelle cité-jardin au plan géométrique, lui font prendre conscience des problèmes urbains dans leur globalité⁵⁾. Fort de ces expériences, il devient la personne la plus apte au Ministère de l'Intérieur à décider de la politique urbaine et des lois relatives aux constructions. Concrètement, Ikeda cherche à établir une nouvelle loi d'urbanisme en phase avec les réalités de la ville d'aujourd'hui pour faire

2) *Toshi keikaku kyôkasho*, p.31.

3) *Toshi keikaku kyôkasho*, p. 31.

4) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 137.

5) *Ibid.*, p 137.

évoluer le plan de réaménagement urbain. C'est dans cette optique que le Groupe des recherches sur la ville *Toshi kenkyû kai* 都市研究会 est créé en 1917⁶⁾. Il regroupe, entre autres, le ministre de l'intérieur Gotô Shinpei 後藤新平 (1857-1929) qui en est le directeur, Ikeda Hiroshi 池田宏 (1881-1939), Sano Toshikata 佐野利器 (1880-1956), Fujiwara Toshiro, Anan Tsunekazu et Watanabe Sozô. On dénombre également deux spécialistes de la gestion des régions : Seki Hajime (maire d'Ôsaka) et Hanya Yoshio (futur maire de Tokyo). Enfin, trois spécialistes de l'architecture, Kataoka Yasushi 池田宏, Uchida Yoshikazu 内田祥三 (1885-1972) et Kasahara Toshirô 笠原敏郎 rejoignent ce groupe qui constitue le noyau de l'urbanisme moderne au Japon⁷⁾.

Les deux protagonistes les plus influents sont Ikeda pour l'arsenal législatif et Sano pour les applications techniques. Particulièrement actif dans les années 1919 et 1929, le Groupe des recherches sur la ville lance des recherches en urbanisme dans le but de mettre en place des lois. Leurs travaux sont publiés dans la revue « Etudes sur la ville » *Toshi kenkyû* 都市研究. Ikeda affirme la nécessité de la promulgation d'une loi relative à l'urbanisme pendant que Sano et Kataoka, respectivement représentants du monde scientifique et du secteur privé, interviennent auprès du gouvernement et diffusent leurs idées. C'est grâce à Gotô Shinpei, personnage politique influent, que le Groupe des recherches sur la ville trouve un écho favorable auprès de l'administration. Gotô explique sa vision de la capitale japonaise dans le « Manuel de la gestion de Tôkyô » *Tôkyô shisei yôkô* 東京市政要綱 qui est publié en mai 1921. Son ambitieux projet nécessite un budget conséquent de 800 millions de yens pour réorganiser l'urbanisme de la capitale⁸⁾. Les infrastructures à créer ou améliorer sont répertoriées dans quinze chapitres dont voici les principaux (classés dans l'ordre décroissant selon le budget attribué) : réaménagement des équipements collectifs urbains (constructions de caniveaux pour l'écoulement des eaux), élargissement des voiries existantes et créations de nouveaux axes, amélioration du système d'égouts, amélioration des canaux et contrôle du débit fluvial, pavement des rues, réorganisation du port de Tôkyô, création de « cités-jardins », création de parcs, constructions d'écoles primaires, constructions de bâtiments publics, élargissement du réseau d'eau potable⁹⁾.

A titre de comparaison, le budget annuel de la ville de Tôkyô à cette époque est d'environ cent et quelques dizaines de millions de yens et le budget dont dispose le gouvernement d'environ 1,5 milliards de yens¹⁰⁾.

Ce projet de réorganisation de la capitale ne verra pas le jour, mais les principes et les champs d'action

6) Le Groupe des recherches sur la ville est une émanation du Groupe des mesures sociales constitué antérieurement. Le noyau des membres actifs se reconstitue sur une base élargie.

7) *Tôkyô toshi keikaku monogatari*, Koshiwaza Akira, p. 7.

8) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 139.

9) *Tôkyô toshi keikaku monogatari*, Koshiwaza Akira, p. 9.

10) *Ibid.*, p.9.

seront repris dans le programme de reconstruction de Tôkyô *Teito fukkô keikaku* 帝都復興計画. Le grand séisme du Kantô a donc eu pour effet d'activer les mesures de reconstruction de la capitale. Même si le Manuel de la gestion de Tôkyô est mort-né en raison du coût financier qu'il engendre, il s'articule avec les deux premières lois sur l'urbanisme promulguées deux ans plus tôt.

2. Deux lois fondamentales : la loi de planification urbaine et la loi relative aux constructions urbaines

Si la loi de planification urbaine prend forme sous l'impulsion d'Ikeda, Sano et Uchida proposent, quant à eux, une loi relative aux constructions urbaines *Shigaichi kenchikubutsu hô* 市街地建築物法. Celle-ci est adoptée telle quelle, mais le gouvernement désapprouve en grande partie le budget proposé pour la loi relative aux constructions urbaines. Si l'Etat engage des fonds en ce qui concerne les voiries, les voies fluviales et les canalisations dans le cadre de lois déjà existantes, il ferme le robinet des dépenses pour deux projets chers à Ikeda : la réfection des quartiers défavorisés et la construction de zones de logements en banlieue pour les cols blancs¹¹. Ces concessions faites et malgré le problème du financement, la loi de planification urbaine et celle relative aux constructions urbaines sont toutes deux promulguées en l'an 9 de Taishô (1919).

Comparé au plan de réaménagement urbaine de l'ère Meiji, la loi de planification urbaine est novatrice sur les points suivants :

- L'application de la loi est généralisée à toutes les villes du Japon. Le projet similaire précédent ne concernait que la capitale.
- La limitation du droit privé. Il est interdit de construire des bâtiments dans les propriétés privées si les terrains sont prévus pour des routes ou des parcs.
- La mise en place de zones destinées à éviter l'imbrication entre habitations et usines. La séparation entre quartiers d'habitations, zones industrielles et zones commerçantes est affirmée¹².
- La systématisation de l'aménagement des quartiers et des villes pour empêcher le développement anarchique des villes.

De la même manière, les points essentiels et novateurs de la loi relative aux constructions urbaines peuvent être synthétisés comme suit :

11) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 138.

12) Cette technique de séparation des quartiers selon leur fonction est dénommée « zonage », l'équivalent anglais de « zoning » et du japonais *chi.ikisei* 地域制. D'après *La maîtrise de la ville*, « La prévention des risques sismiques dans la ville japonaise », André Gruszewski, p. 540 et *Toshi keikaku kyôkasho*, p. 57.

- L'élaboration d'un classement de terrains selon leur usage : différenciation entre les quartiers d'habitation et ceux destinés aux industries. Ce règlement se retrouve dans la loi de planification urbaine.
- Des contraintes pour assurer l'ensoleillement et l'aération des habitations : limitation de surfaces et de hauteurs de construction.
- Des mesures contraignantes pour prévenir les tremblements de terre et les incendies.

Ces quatre règlements sont les piliers fondateurs de la première loi d'urbanisme au Japon.

Ikeda devient le premier chef du bureau d'urbanisme (transformé en section par la suite) au sein du Ministère de l'Intérieur. En l'an 10 de Taishô (1920), la proposition d'une réorganisation de la capitale est explicitée dans le Manuel de la gestion de Tôkyô¹³⁾.

3. Le tremblement de terre de 1923

Le premier septembre 1923, un grand tremblement de terre secoue la région du Kantô et principalement Tôkyô et Yokohama. Témoin « privilégié », Paul Claudel (1868-1955), alors ambassadeur de France au Japon, nous livre ses impressions.

Tout bougeait. C'est une chose d'une horreur sans nom que de voir tout autour de soi la grande terre bouger comme emplie tout à coup d'une vie monstrueuse et autonome. Je l'ai déjà dit, c'est comme si l'on voyait une personne sûre et sur qui l'on a toujours absolument compté qui, tout à coup, travaille pour son propre compte et s'abandonne sans égards pour nous aux convulsions du délire de l'agonie (...). Un choc, encore un autre choc, terrible, puis l'immobilité revient peu à peu, mais la terre ne cesse de frémir sourdement, avec de nouvelles crises qui reviennent toutes les heures. Mais ce n'est que le début du malheur. Les incendies ont commencé, de toutes parts les colonnes de fumée s'élèvent, les voies d'eau sont coupées, les pompes écrasées sous les ruines, le vent souffle en tempête, c'est un typhon qui passe en ce moment sur la capitale (...). Dans l'intervalle, sur une étendue dont je ne sais combien de kilomètres carrés, tout brûle¹⁴⁾!

En effet, ce n'est pas le séisme en lui-même qui est dévastateur mais plutôt l'énorme incendie qui dévaste

13) *Gendai toshi keikakku jiten*, Yamada Gaku, p. 51.

14) *Tokyo*, Jean Pérol, p. 33-34.

la capitale. On dénombre 620 000 maisons effondrées ou incendiées¹⁵⁾. Quoique le nombre de victimes varie selon les différentes sources¹⁶⁾, on estime qu'entre 100 000 et 140 000 personnes périssent. Dans ce grand moment de peur, la minorité coréenne et les anarchistes sont victimes de pogroms organisés.

Partout, on entendait dire que les Coréens secondaient l'œuvre de l'incendie et se livraient à toutes sortes d'assassinats et de pillages. J'en ai vu tué un sous mes yeux, un autre torturé par la police, seize furent massacrés à Utsunomiya. Le gouvernement japonais a réussi à arrêter ces violences, tout en déclarant dans un communiqué assez maladroit que de fait il y avait eu des cas prouvés de crimes commis par les Coréens de concert avec les révolutionnaires anarchistes¹⁷⁾.

Les dégâts matériels sont estimés à 5,5 milliards de yen, dont 5,2 milliards pour les propriétés privées et 300 millions pour les équipements publics et les parties communes de la nation. Dans l'ensemble du pays, leur total équivaut à trois ans du budget de l'Etat¹⁸⁾.

Il est instructif à ce titre de consulter les statistiques concernant l'évolution du nombre d'habitation selon le type de construction à Tôkyô avant et après le tremblement de terre. En effet, tous les types d'habitation excepté les bâtiments en béton armé subissent de plein fouet la catastrophe naturelle.

Intéressons-nous maintenant à l'évolution quantitative des constructions selon le matériau utilisé : les constructions en bois, les constructions dénommées *dozôzukuri* 土蔵造り, (bâtiments constitués d'une structure de bois recouverte de murs de terre), les constructions en pierre et celles en béton armé¹⁹⁾.

Les édifices en bois ont subi le plus de dégâts. Il reste seulement 135 350 habitations, soit un peu moins de la moitié d'avant le séisme. Dans la lutte contre les incendies, les bâtiments constitués d'une structure en bois avec des murs en terre (construction *dozôzukuri*) sont censés donner des résultats probants, mais les espérances sur ce type de construction s'envolent rapidement. En effet, 82% de ces habitations sont ravagées. Les constructions en briques ne se comportent pas mieux. Seulement un tiers est encore debout après le séisme. Bien que peu présentes dans la capitale japonaise, les constructions en pierre subissent le même sort. Seul matériau à montrer de réelles aptitudes de résistance aux secousses et au feu, le béton armé sort finalement grand vainqueur de l'épreuve.

15) *Histoire du Japon*, Francine Hérail, p. 476.

16) Le *Kôjien* 広辞苑 (édition 1996) donne des chiffres plus précis : 91 000 personnes tuées et 13 000 disparus.

17) *Tokyo*, Jean Pérol, p. 33-34.

18) *Histoire du Japon*, Francine Hérail, p. 476.

19) *Nihon kindai kenchiku gijyutsushi*, Muramatsu Teijirô, p. 60.

Paul Claudel complète nos observations en analysant les facteurs qui ont aggravé l'ampleur de la catastrophe.

La mauvaise construction des immeubles étrangers édifîés avec économie par des architectes imprudents et ignorants. Telle a été surtout la cause de la destruction de Yokohama, où à l'exception de quelques édifices comme la Banque Russo-asiatique, la Banque Mitsui et la Centrale téléphonique (toutes des constructions en ciment armé), le quartier européen s'est effondré d'un seul coup comme un château de cartes. L'étroitesse des rues a complété le désastre. Le fait que Tôkyô et Yokohama n'étaient pas des villes mais d'immenses villages, des étendues indéfinies de cabanes de bois sec séparées par d'étroits intervalles. Ces deux villes ont brûlé comme brûle un chantier ou une forêt. Rien n'était prévu pour empêcher la propagation du feu²⁰⁾.

4. Les mesures de reconstruction après le séisme

Si le séisme du Kantô qui se produit en l'an 12 de l'ère Taishô (1923) est une terrible épreuve pour la population, il vient à point nommé pour les organisateurs de la nouvelle politique urbaine. En effet, les mesures de planification urbaine semblent anticiper à merveille la catastrophe naturelle.

Le maire de Tôkyô et ministre de l'Intérieur, Gotô Shinpei 後藤新平, fonde le 12 septembre 1923 l'Agence impériale pour la reconstruction *Teito fukkô-in* 帝都復興院, administration temporaire, dont il devient le directeur. Grâce à une formation initiale de médecin et d'organisateur (chef de la section hygiène au Ministère de l'Intérieur), il s'appuie sur les expériences (développement des infrastructures de l'île) qu'il a pu mener lorsqu'il était gouverneur à Taïwan de 1898 à 1906 : réalisations de chemins de fer, ports, hôpitaux, systèmes d'égout et de canalisation. Il réussit avec succès à organiser l'économie et à améliorer les conditions de vie de la population jusque là victime de nombreuses épidémies²¹⁾. Couronnée de succès, sa politique d'aménagement du territoire lui permet d'acquérir une stature d'homme d'Etat et de diplomate²²⁾. En 1906, il réitère l'expérience en Mandchourie où il occupe la fonction de directeur général de la Compagnie des chemins de fer sud mandchourien. Il prend notamment une part active dans le développement urbain des villes de Dalian, Changchun et Shenyang²³⁾.

Quelques jours avant la création de l'Agence impériale pour la reconstruction, une loi d'urgence composée des quatre principes suivants est entérinée : non transfert de la capitale sur un autre site, fixation d'un budget

20) *Correspondance diplomatique Tokyo 1921-1927*, Paul Claudel, p. 207.

21) « The Great Kanto Earthquake Tokyo Reconstruction Plan », article de Koshizawa Akira paru dans la revue *The wheel extended*, p. 2-3.

22) *Le Japon et le monde au XX^e siècle*, Michel Vié, p. 38.

23) *Tôkyô toshi keikaku monogatari*, Koshiwaza Akira, p. 3.

global alloué à la reconstruction de la capitale (3 milliards de yen), mise en pratique des techniques les plus récentes en matière de planification urbaine occidentale, respect de la propriété privée²⁴⁾.

Pour composer son équipe du programme de reconstruction *shinsai fukkô keikaku* 震災復興計画, Gotô nomme Ikeda au poste de dirigeant de la section urbanisme et Sano au poste de directeur de la section architecture.

Ces derniers n'obtiennent pas le budget qu'ils avaient souhaité. Après moult négociations avec le Ministère des Finances, le gouvernement décide de limiter l'enveloppe à 770 millions de yen, soit pratiquement le même chiffre que ce qui avait été proposé pour la réalisation des directives du *Manuel de gestion de la ville de Tokyo*, deux ans auparavant.

D'autre part, le gouvernement met en place trois comités de consultation pour l'organisation de la reconstruction de la capitale. Les deux premiers, constitués de spécialistes de l'urbanisme et des responsables l'administration locale approuvent le budget et les mesures de l'Agence impériale pour la reconstruction. Malheureusement, le troisième comité, composé de membres de la classe politique, critique les propositions. Le gouvernement se trouve dans l'obligation de réduire le budget qui passe à 500 millions de yen²⁵⁾.

L'adoption du budget n'est pas aisée et une vive contestation s'élève de nombreux côtés. D'une part, les parlementaires qui défendent principalement l'intérêt des régions s'efforcent de limiter les transferts de fond vers la capitale. D'autre part, les aristocrates, industriels et hommes politiques influents qui possèdent des terrains à Tôkyô voient d'un mauvais œil les règlements de réaménagement urbain. Leurs craintes s'expriment par des protestations contre un éventuel empiétement de leur terrain dû à la construction de routes ou de parcs. Les petits propriétaires se joignent au mouvement de mécontentement. C'est donc une véritable levée de boucliers à laquelle doit faire face le Groupe des mesures sociales. S'il était probable que les terrains privés seraient rognés par le programme de reconstruction et ce, malgré une contradiction flagrante avec la loi d'urgence, le renouvellement des équipements favoriserait l'attractivité des terrains dont le prix s'accroîtrait. Malheureusement, la plupart des propriétaires n'ont qu'une vision à court terme de la situation²⁶⁾. Même Paul Claudel s'insurge contre les mesures de reconstruction proposées par Gotô qu'il qualifie d'« homme ambitieux et déséquilibré ».

24) « Production du logement et usage de l'habitat : les premiers logements sociaux publics au Japon » Marc Bourdier dans *La qualité de la ville : urbanité française, urbanité nipponne*, p. 273.

25) « The Great Kanto Earthquake Tokyo Reconstruction Plan », article de Koshizawa Akira paru dans la revue *The wheel extended*, p. 2-3.

26) *Ibid.*, p. 5.

La plus grande partie des contribuables japonais a entendu parler avec une inquiétude croissante des vastes projets du vicomte Gotô et de l'Eldorado de ciment armé qui va remplacer les huttes hasardeuses de l'ancienne Plaine des Roseaux. C'est par milliards de yen que l'on va s'adresser dans ce but à l'épargne nationale déjà bien amaigrie, implorer le concours de l'étranger, diminuer une réserve d'or qui diminue de mois en mois. A supposer qu'on obtienne une sécurité hasardeuse et provisoire, comment demander au petit marchand qui met de côté avec tant de peines les 70 yen mensuels nécessaires à sa vie quotidienne, aux ouvriers de Honjô, de Fujisawa etc., de payer les loyers qui rémunéreront de pareilles bâtisses ? (...)

Comment apprendra-t-on au Japonais si attaché à ses conditions de vie traditionnelles, à son petit jardin, à sa maisonnette en bois, à vivre dans des casernes inhumaines qui entraînent l'abandon de toutes ses mœurs, de toutes ses habitudes ? Peu à peu une opposition formidable se dessine et le Gouvernement, qui s'en rend compte, met de plus en plus de temps à approuver ou même faire connaître les plans de son fastueux Grand Vizir²⁷⁾.

Alors que le Groupe des mesures sociales constitué autour de fonctionnaires ambitieux de l'époque Taishô se retrouve placé dans une situation périlleuse, le Ministère de l'Intérieur n'est pas plus favorisé puisqu'il ne dispose d'aucun soutien : ni de son propre gouvernement, ni des partis politiques, ni de la société. La couche naissante des salariés dont Uchida avait prédit qu'ils composeraient la société urbaine de demain ne représente qu'un petit groupe sans pouvoir politique. Accablé par le parlement et la grande majorité de la société qui s'opposent à son programme de reconstruction, Ikeda quitte ses fonctions du Ministère de l'Intérieur six mois seulement après le séisme pour occuper le poste de préfet de la ville de Kyôto²⁸⁾. En décembre 1923, le projet qui prévoyait un budget de 570 millions de yen est finalement réduit à un peu moins de 470 millions par le parlement²⁹⁾. Les travaux de reconstructions peuvent enfin débiter. Les orientations principales du programme de reconstruction suivent quatre axes : le réaménagement des quartiers, la construction de ponts et routes (dont Shôwa-dôri), la création de parcs publics, l'ignifugation des bâtiments publics.

En fait, le réaménagement des quartiers représente la pierre angulaire de la reconstruction de la capitale. Si les résultats sont probants, on pourra disposer de terrains pour la construction d'équipements publics. Cependant, l'opposition farouche de nombreux propriétaires présage de longues négociations.

27) *Correspondance diplomatique Tokyo 1921-1927*, Paul Claudel, p. 215-216.

28) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 140.

29) *Tôkyô toshi keikaku monogatari*, Koshizawa Akira, p. 15.

Avec ses compagnons de route, Sano prend les devants en redoublant d'activité pour informer la population sur les bienfaits de la réorganisation urbaine (conférences, brochures explicatives). Il demande aussi à son élève Ibe Teikichi 伊部真吉 de poursuivre ses investigations sur le réaménagement des quartiers³⁰⁾.

5. Les écoles primaires de la reconstruction *Fukkô shôgakkô* 復興小学校 et les parcs publics

Grâce à la réussite du réaménagement des quartiers, des terrains deviennent disponibles pour la construction de routes, de parcs et d'installations publiques. C'est notamment la réalisation d'écoles primaires contiguës à des parcs qui sont la marque de fabrique du grand réaménagement. Les projets de grands parcs et de routes subissent les conséquences d'un budget revu à la baisse, mais Sano désire avant tout mener à bien la construction d'écoles primaires couplées à des jardins attenants. C'est ainsi que des espaces de jeux pour enfants et des taches de nature apparaissent dans la ville basse où l'enchevêtrement des habitations ne laissait guère d'endroits dégagés. L'utilité de cette association école-parc est double : lieu de rencontre dans la vie quotidienne, l'endroit sert de refuge lors des catastrophes naturelles³¹⁾. Personne ne s'oppose à la construction de petits parcs ou encore à l'ignifugation des bâtiments d'école, mais les avis divergent entre Sano et le service d'éducation de la ville de Tôkyô *Tôkyô no kyôiku-kyoku* 東京の教育局 pour savoir quelles améliorations sont souhaitables. Sano propose non seulement l'utilisation du béton armé mais aussi des équipements comme le chauffage à vapeur, des toilettes munies de chasse d'eau et des salles équipées pour l'étude des sciences. Le service de l'éducation s'y oppose prétextant que les toilettes à chasse d'eau et le chauffage sont un luxe qu'on ne peut se permettre. Il impose d'autre part des pièces à la japonaise (recouvertes de tatamis) pour les salles de cours de science. La réaction de Sano est fulgurante. Il ordonne aux chefs de chantier de démolir ces salles de classe pour lesquelles il avait imaginé une fonctionnalité liée aux besoins de l'époque³²⁾.

Même si la réussite n'est pas totale, la structure, les équipements, les plans mais aussi le style de construction des écoles sont soigneusement élaborés. La hauteur du mur qui entoure l'école est étudiée pour qu'un écolier ne puisse pas voir l'extérieur mais qu'en revanche un passant puisse jeter un coup d'œil dans la cour de l'école. L'expressionnisme allemand se fait sentir dans le style architectural : les courbes sont habilement utilisées³³⁾. Ce style particulier aux écoles primaires naît après un long intervalle où l'on a construit des écoles et des universités sur le modèle occidental. Au total 117 écoles sont bâties à Tôkyô entre 1923 et 1930.

30) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 140.

31) *Tôkyô no kûkan jinruigaku*, Jin.nai Hidenobu, p. 284.

32) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 142.

33) *Tôkyô no machi-zukuri*, Fujimori Terunobu, p. 57.

Analysons maintenant les petits parcs construits à la même époque. Leur caractéristique est d'abord géographique. Ils sont systématiquement juxtaposés à une école primaire. En temps normal, pendant la journée, ils servent aux activités physiques des enfants. Pendant les jours fériés et même certaines soirées, les habitants viennent s'y détendre.

L'aspect marquant de la physionomie de ces parcs réside dans l'ordonnance spatiale. Chaque parc est doté d'une place centrale. 30 à 40% de la superficie est réservée aux espaces verts, 10% à un espace récréatif pour les enfants et la partie restante est aménagée en place. Cette dernière est un espace à usages multiples appelé *jiyû hiroba* 自由広場, littéralement « place polyvalente³⁴⁾ ». On y donne des concerts et des réunions de quartiers y sont organisées.

L'idée d'associer lieu d'éducation et espace de détente provient des Etats-Unis et plus précisément de Chicago. En effet, L'Association américaine pour les aires de jeux *Playground Association of America* voit le jour à Chicago en 1907 puis à New-York en 1908. En 1909, on dénombre déjà 339 villes qui ont construit des aires de jeux publiques au Etats-Unis³⁵⁾.

Il est certain que ces espaces de rencontre ne sont pas apparus du jour au lendemain. Déjà à l'époque Edo, les ruelles de la ville basse jouent le rôle de cour pour les enfants et de lieu de rencontre entre voisins. Après le séisme de 1923, lors du réaménagement des quartiers, on procède à la suppression de ces ruelles sous prétexte qu'elles sont un obstacle à la prévention des catastrophes naturelles. En ce sens, la création de parc a plus ou moins pallié la disparition de ces lieux de rencontre³⁶⁾.

Les parcs ont également eu des utilisations que les concepteurs n'avaient pas imaginées. Les gens font la queue le matin pour aller se laver et faire leurs besoins dans les toilettes publiques des parcs. A partir le l'an 5 de Shôwa (1930), certains parcs deviennent des repères de clochards et de chômeurs touchés par la crise économique³⁷⁾.

D'une manière générale, on constate que ces parcs, d'après les orientations générales des concepteurs, ne correspondent ni à la tradition des jardins japonais, ni à la reproduction de parcs à l'européenne. En fait, les dessinateurs ont eu une grande liberté d'aménagement selon le terrain et la situation³⁸⁾.

Chaque jardin se déploie autour d'une place polyvalente qui est symétrique et face à laquelle on trouve toujours une estrade aménagée avec un kiosque.

Une partie du parc est consacrée aux jeux d'enfants (bac à sable, tobogan), mais cet espace ne joue qu'un rôle

34) *Tôkyô no kûkan jinruigaku*, Jin.nai Hidenobu, p. 284-285.

35) *Kindai nihon kôen shi ni kenkyû*, Maruyama Hiroshi, p. 145.

36) *Tôkyô no kûkan jinruigaku*, Jin.nai Hidenobu, p. 286.

37) *Ibid.*, p. 288.

38) *Ibid.*, p. 288.

secondaire. La différence est notoire avec les parcs de notre époque où l'aire de jeu occupe la plus grande place. Les petits parcs des années 1920, entourés de verdure, créent finalement une atmosphère paisible et reposante.

On se limitera ici à citer le parc Motomachi *Motomachi kôen* 元町公園 qui se situe dans l'arrondissement de Bunkyô. Construit sur trois niveaux, il utilise habilement le relief du terrain. En montant l'escalier depuis l'entrée, on découvre à droite une aire de jeux pour les enfants. A gauche, une placette est reliée par un escalier à la grande place. Sur celle-ci, on trouve des bancs et un kiosque. Une seconde aire de jeux a été réalisée à un niveau inférieur de la place centrale. Au nord du parc, on distingue déjà les bâtiments de l'école primaire qui porte le même nom³⁹⁾.

Au sein de la population, il semble que ces parcs étaient l'objet d'un vif intérêt : des associations intitulées « Les amis du parc » *Kôen aigo-kai* 公園愛護会 interviennent pour la mise en valeur et l'entretien de chaque espace⁴⁰⁾. Les jardins publics étaient donc bien des lieux vivants de rencontres, d'échanges, si importants dans la vie sociale des habitants.

C'est en l'an 5 de Shôwa (1930), après 7 ans, que prennent fin les mesures de reconstruction qui font suite au séisme. Le bilan chiffré des réalisations peut se résumer ainsi : 3 119 hectares réaménagés, 750 kilomètres de routes nouvellement construites ou dont la largeur a été augmentée, 3 grands parcs (parcs Sumida 隅田, Kinshi 錦糸 et Hamachô 浜町), 117 écoles primaires et 52 petits parcs⁴¹⁾.

Des données plus précises sont consignées dans l'ouvrage « Les parcs de Tôkyô » *Tôkyô no kôen* 東京の公園 édité par l'Association des parcs de Tôkyô *Tôkyôto kôenkyôkai* 東京都公園協会. La surface moyenne des petits parcs est de 850 tsubo (un peu moins de 0,3 hectares). Les trois plus grands parcs (Hamachô, Kinshi et Sumida) couvrent respectivement 13 401 tsubo (environ 4,4 hectares), 16 977 tsubo (environ 5,6 hectares) et 56 872 tsubo (environ 5,6 hectares)⁴²⁾.

Il est certain que sans les efforts acharnés des fonctionnaires et des ingénieurs sous la tutelle de Gotô, Ikeda et Sano, les résultats de reconstruction n'auraient pas été aussi conséquents, à la fois en qualité et en quantité. En témoigne cette déclaration de l'empereur Shôwa en 1983 à propos du grand séisme et des mesures de reconstruction proposées par Gotô :

J'ai souvent eu l'occasion d'être confronté aux dégâts provoqués par des tremblements de terre mais s'il

39) *Tôkyô no kûkan jinruigaku*, Jin.nai Hidenobu, p. 289-290.

40) *Ibid.* p. 292.

41) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 142.

42) *Tôkyô no kôen*, Tôkyô-to kôen kyôkai.

*y a bien une chose que je voudrais dire ici, c'est que Gotô a établi un gigantesque projet de reconstruction pour la ville de Tôkyô (après le séisme de 1923) ... S'il avait pu être réalisé, je pense que les dévastations dues aux bombardements pendant la seconde guerre mondiale auraient été largement atténuées. Je reste profondément attristé que le projet de Gotô n'ait pas pu être mené à bien*⁴³⁾.

On notera que l'historien Akira Koshizawa constate avec amertume que le travail de Gotô est aujourd'hui mal reconnu. Il prend pour exemple le musée Edo-Tôkyô où les activités menées par l'Agence impériale pour la reconstruction ne sont pas assez mentionnées⁴⁴⁾.

II. La question du logement

Durant l'ère Meiji, les architectes sont appelés pour construire des résidences spacieuses et luxueuses. Des maisons au gabarit plus petit que l'on doit à des constructeurs américains voient le jour, mais la plupart des logements n'étaient que la reproduction d'anciens logements. Aussi bien Frank Lloyd Wright⁴⁵⁾, considéré comme un des grands architectes modernes et qui exerce pendant quelques années au Japon (Il réalise les plans de 17 bâtiments dont 6 seront construits), que les architectes japonais de l'époque influencés par leurs confrères occidentaux, tous n'ont que faire des habitations de la classe sociale pauvre. Il faut montrer son talent dans des constructions fastueuses comme un siège de société ou un hôtel prestigieux. Les projets d'habitations, s'il y en a, se limitent à des demeures luxueuses⁴⁶⁾.

Dans la ville basse où la densité de population croît, les conditions de logement se détériorent. Le cas des quartiers insalubres qui s'étendent à Shitamachi et la prolifération désorganisée de nouveaux quartiers en banlieue deviennent des sujets de préoccupation pour les autorités japonaises. C'est le Groupe des mesures sociales à l'époque Taishô qui va pour la première fois s'attaquer en profondeur au problème du logement qui n'avait pas retenu l'attention des constructeurs et de l'administration de l'ère Meiji⁴⁷⁾.

43) *Tôkyô toshi keikaku monogatari*, Koshizawa Akira.

44) *Ibid.*

45) (1867-1959) Aussi inventif dans ses grands édifices (musée Guggenheim de New York en 1943) que dans ses maisons particulières (Maison de pairie du début du XX^e siècle), il a exercé une influence prépondérante dans l'architecture moderne en tant que maître du courant organique. Parmi ses réalisations au Japon, on retiendra l'Hôtel Impérial (1922) où Wright utilise habilement la technique du béton armé. La souplesse obtenue grâce à ce matériau fut le principe qui sauva le bâtiment lors du séisme du Kantô en 1923. Démoli en 1965, il a été partiellement reconstruit en 1980 à Meiji-mura près de Nagoya.

46) *Dôjunkai apâto genkei*, Marc Bourdier, p. 39.

47) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 143.

1. Den.en chôfu 田園調布, exemple type d'une cité-jardin

A partir de la fin de l'ère Meiji, des zones de logement se développent de manière anarchique à l'extérieur du centre urbain de l'ancien Edo qui correspond, grosso modo, à l'intérieur de la Yamanote. Chaque propriétaire met en valeur son terrain sans consultation avec les autorités. L'étroitesse des voiries, l'absence du tout-à-l'égout, les mauvaises conditions de circulation contribuent à détériorer l'environnement des banlieues. Le Groupe des mesures sociales et Ikeda en particulier avaient bien compris que les salariés (les cols blancs) deviendraient l'élément moteur des villes du futur.

Quelques initiatives privées lancent les premières constructions de logement en série. C'est une manière de penser la ville qui s'oppose à la ville industrielle polluée et dont on ne contrôle plus le développement.

Une des réalisations les plus marquantes au Japon se nomme Den.en chôfu, cité-jardin réalisée par la société Den.en toshi kabushiki-gaisha 田園都市株式会社 fondée en septembre 1918 par Shibusawa Eiichi⁴⁸⁾ 渋沢栄一. Le projet débute en 1923 et s'inspire pleinement du mouvement des cités-jardins promu par Ebenezer Howard (1850-1928). A l'origine journaliste et militant socialiste, Howard part d'une critique de la ville industrielle et de la pollution qu'elle génère. En réponse aux problèmes posés par l'industrialisation et la croissance démographique, il préconise la construction d'une série de villes indépendantes les unes des autres, aussi bien économiquement que culturellement. Sa proposition est la suivante :

Organiser de la façon la plus sérieuse la migration des centres surpeuplés vers les districts ruraux peu développés ; (...) profiter au maximum de l'occasion merveilleuse qu'offre un endroit où il ne se trouve que peu de constructions pour édifier une cité-jardin qui, au cours de sa croissance, conservera tout ce qui est nécessaire des dons gratuits de la nature : l'air pur, le soleil, l'espace pour l'exercice physique et pour les jeux ; enfin, employer les ressources de science moderne de telle sorte que l'art puisse s'ajouter à la nature pour faire de la vie une source de joie et de plaisirs constants⁴⁹⁾.

48) (1840-1931) Financier dans le commerce et l'industrie, il est surtout connu au Japon pour avoir été le promoteur des cités-jardins. Il participe à la planification de Ginza dans les années 1880. Après avoir été haut fonctionnaire au Ministère des finances de 1869 à 1873, il devient notamment le président de la banque Dai.ichi et des papeteries Oji en 1873. Sa présence dans la délégation japonaise lors de l'Exposition Universelle à Paris lui ouvre de vastes horizons. Il participe à la création de l'usine textile de Tomioka en 1872, symbole du volontarisme industriel sous Meiji. Il prend également part à la fondation de la Maison franco-japonaise en 1924. D'après *La maîtrise de la ville*, « Les Villes Hautes », Philippe Pelletier, p. 370, 371, 400.

49) *Les Cités-jardins de demain*, Ebenezer Howard, p. 89.

Le modèle de la *garden-city* (cité-jardin) qu'il propose dans son ouvrage *To-morrow : a peaceful path to real reform*⁵⁰⁾ (1898) comporte une large part d'utopie. Howard prévoit une ville auto-suffisante de 30 000 habitants avec sa ceinture verte où 2 000 agriculteurs procurent la nourriture nécessaire⁵¹⁾. Il fonde lui-même dès 1899 la Garden-city Association pour propager ses idées et la First Garden-city Limited, société anonyme qui acquiert en 1903 1 700 hectares pour construire la cité-jardin de Letchworth à 65 kilomètres au nord de Londres. Les équipements sont fournis par la société et les terrains sont loués pour une durée de 99 ans. Le règlement spécifie notamment les rapports entre les maisons et les jardins, le type de barrière, de plantation. La compagnie interdit l'ouverture de commerces dans des locaux d'habitation⁵²⁾. L'idée de la cité-jardin s'apparente à la conception plus générale d'une société organisée sur la base d'une coopération⁵³⁾. Le succès de la cité est mitigé puisque trente ans après sa fondation, elle n'atteint pas encore la moitié du nombre d'habitants prévus. Néanmoins, les idées utopistes d'Howard se sont concrétisées dans la réalité et le mouvement de ce dernier influence durablement l'urbanisme en Europe. Les idées d'Howard trouvent en Europe des applications très diverses. Adoptées par des industriels philanthropes en vue de fixer leur main-d'œuvre, par les municipalités acculées à agir, aussi bien que par les mouvements coopératifs, elles se déploient en France, en Suisse, aux Pays-Bas... Les architectes et les paysagistes y trouvent l'occasion de renouveler leur art. Après 1900, quelques faubourgs des principales villes en Europe ont pris l'aspect de cités-jardins : Logis-Floral à la périphérie de Bruxelles, Margarethehöhe à Essen ou encore les cités-jardins des Chemins de fer du Nord en France⁵⁴⁾.

Au Japon aussi, Shibusawa reprend le plan en demi-cercles concentriques des cités-jardin à Den en chôfu près de la rivière Tamagawa au sud ouest de Tôkyô. Tous les rayons (qui sont des rues) de ce demi-cercle convergent vers la gare qui en est le centre morphologique⁵⁵⁾. L'urbanisme se veut pionnier. Shibusawa est l'un des premiers à utiliser la procédure de « remembrement urbain » *kukakuseiri* 区画整理 sur des espaces non bâtis. Il prône une stricte séparation des zones d'habitation et des zones de commerce *jûtaku to shôtengai no bunri* 住宅と商店街の分離, soulignée de manière symbolique par le passage transversal de la

50) *Demain : un chemin pacifique vers une véritable réforme*. Le livre fut réédité en 1902 sous le titre de *Garden-cities of to-morrow* (*Les Cités-jardins de demain*).

51) *L'urbanisme*, Pierre Merlin, p. 51.

52) *Histoire de l'architecture moderne – avant-garde et mouvement moderne –*, Tome 2, Leonardo Benevolo, p. 110. Choay Françoise, *L'urbanisme, utopies et réalités*, p. 277. *Dictionnaire de l'architecture du XX^e siècle*, p. 411.

53) *Espace, temps, architecture*, Giedion Siegfried, p. 472.

54) *Histoire de l'architecture moderne – avant-garde et mouvement moderne –*, Tome 2, Leonardo Benevolo, p. 110-111.

55) *Tôkyô no machi-zukuri*, Fujimori Terunobu, p. 70.

voie ferrée⁵⁶⁾. Des terrains en lotissements sont prévus assez larges pour que les propriétaires disposent d'un jardin particulier. Dès le début, les habitants se constituent en association de quartier, reprenant ainsi l'un des archétypes de l'organisation communautaire japonaise. Le Conseil des habitants *Jūmin kyōgi-kai* 住民協議会 fondé en décembre 1924 est transformé en 1926 en Association de Den.en chôfu *Den.en chôfu-kai* 田園調布会, appellation toujours en vigueur⁵⁷⁾. Par ce projet, les concepteurs veulent fournir un cadre de vie agréable et un environnement à taille humaine aux futurs habitants. Den.en chôfu regroupe des habitations destinées aux salariés de la classe moyenne, mais la cité-jardin est rapidement victime de son succès. Rattrapée par l'urbanisation de la périphérie de Tôkyô, le quartier se métamorphose en quartier huppé de capitale⁵⁸⁾. C'est toujours le cas aujourd'hui où il ne reste plus que le tracé géométrique du projet de la cité-jardin.

Shibusawa a donc tenté d'importer le concept de cité-jardin d'Howard mais en détournant le contenu. En effet, il ne s'agit plus de créer une ville autonome qui associe industrie et agriculture, mais plutôt de concevoir un quartier d'habitation qui garantisse un cadre de vie favorable aux cols blancs qui travaillent dans la capitale. Même s'il reflète les préoccupations d'un entrepreneur pionnier, Den.en chôfu, dénommé de manière abusive par le terme de « cité-jardin », ne correspond pas à un ensemble de logements sociaux, mais au contraire à des lotissements concertés de luxe, sans réels équipements collectifs, destinés à une clientèle aisée. Le fait que ces lotissements se trouvent au cœur d'un vaste parc paysager explique peut-être ce rapprochement d'un « modèle anglais ». En fait, ils correspondent plus aux jardins anglais dans leur aménagement et à des lotissements de luxe mis en place à l'époque au Royaume-Uni pour leur philosophie qu'aux cités-jardons du modèle d'Ebenezer Howard.

2. Le développement planifié des zones de logement en banlieue

Le Groupe des recherches sur la ville, fondé en l'an 6 de Taishô (1917), accumule recherches et débats sur les conditions de logement au Japon. Il influence le gouvernement dans sa politique de la ville. Le cabinet (1918-1921) du premier ministre Hara Takashi 原敬 inclut pour la première fois le problème du logement dans le cadre des mesures sociales. Ces mesures ont été stimulées par l'engagement du Groupe des recherches sur la ville qui propose les points suivants :

- Etablissement d'une loi relative aux logements pour les classes moyennes et basses.
- Création d'une section logement urbain

56) *La maîtrise de la ville*, « Les Villes Hautes », Philippe Pelletier, p. 404.

57) *Ibid*, p. 405.

58) *Tôkyô no machi-zukuri*, Fujimori Terunobu, p. 70.

— Fondation d'une agence pour fournir des logements

Sano fait les démarches nécessaires auprès du Ministère de l'éducation et met sur pied avec ce même ministère une exposition consacrée à l' « amélioration de la qualité de la vie » *seikatsu kaizen-ten* 生活改善展 en 1919⁵⁹⁾. D'autre part, il entame des activités pour sensibiliser et informer et crée l' « Alliance pour l'amélioration de la qualité de la vie » *seikatsu kaizen dômei* 生活改善同盟 en 1920. La même année, le vœu le plus cher du Groupe des recherches sur la ville est exaucé : la création d'une section sociale au Ministère de l'intérieur. Uchida est nommé au poste de directeur. C'est à partir de ce moment que des fonctionnaires compétents au sein du gouvernement s'attaquent au problème du logement⁶⁰⁾.

Dans cette effervescence, Sano entreprend en 1920 et 1921 la réalisation du village Yamato-mura 大和郷 qui doit servir de quartier modèle pour la construction de logements⁶¹⁾. Le troisième président de la société Mitsubishi, Hisaya Iwasaki 岩崎久弥, confie à Sano le projet de développement de logements pour salariés en mettant à disposition ses terrains à Ishikawa. Sano prend la tête des opérations et décide de réaliser des rues ordonnées possédant une largeur suffisante pour que deux voitures puissent se croiser, des terrains standards de plus de cent tsubo (plus de 330 m²), l'installation de conduits d'eau potable et d'égouts et enfin l'enfouissement sous terre des fils électriques.

Pour renforcer la solidarité entre habitants, il crée une maison commune et constitue une collectivité autonome qu'il nomme Yamato-mura. Le village se constitue en véritable identité juridique et va même jusqu'à administrer un jardin d'enfants. Le projet idéaliste recueille un écho favorable et nombreuses sont les personnes liées au Groupe de recherches sur la ville qui viennent habiter dans le village nouvellement constitué⁶²⁾. On retrouve notamment Uchida Yoshikazu et Sano Toshikata qui y font construire leurs maisons. De la même manière qu'à Den-en chôfu, les habitants du quartier ne proviennent que de milieux aisés et de l'élite intellectuelle du pays.

Parmi les activités entreprises par le Groupe des recherches sur la ville et liées au problème du logement, il y en avait une, essentielle, qui devait déboucher sur la promulgation d'un article dans la loi de planification urbaine concernant le réaménagement des quartiers. Ikeda imagine une association subventionnée par l'Etat dans laquelle les propriétaires de terrains se concerteraient dans le but de réaménager les quartiers et appliquer un

59) *Japon des avant-gardes 1910-1970, repères chronologiques et documentaires*, p. 15.

60) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 145.

61) Le village se développe à Komagome 駒込 situé à cheval sur les arrondissements actuels de Tôkyô que sont Bunkyo et Toshima. D'après *Nihon chizu chimei jiten*, p. 155.

62) *Nihon no kindai kenchiku*, Fujimori Terunobu, p. 145.

développement planifié. Ainsi, les zones d'habitation pourraient croître sans risque de dégrader l'environnement. L'article relatif au réaménagement des quartiers dans lequel Ikeda met en avant la nécessité de construire des logements pour salariés sera bien incorporé dans la loi de planification urbaine, mais le Ministère des finances refusera d'accorder les fonds d'aide qui étaient l'élément moteur du projet. Par conséquent, le plan de réaménagement perd en efficacité et les quartiers d'habitation en banlieue se développent sans concertation.

Conclusion

Le système de réaménagement des quartiers qui avait été conçu pour la banlieue de Tôkyô n'a pas fonctionné, mais il porte ses fruits de manière inattendue dans les zones sinistrées de la ville basse après le tremblement de terre de 1923⁶³⁾.

En définitive, le Groupe des mesures sociales n'a pas contribué de manière significative à l'amélioration des conditions de logement des employés et des ouvriers. L'impulsion donnée par Shimpei Gotô se cristallise néanmoins dans la constitution de la Dôjunkai 同潤会 qui réalisera des logements collectifs dans les zones touchées par le séisme. Uchida, Sano et Ikeda se retrouvent dans le projet pour mener à bien leur politique du logement.

Bibliographie

Ouvrages en langue japonaise

- Bourdier Marc, *Dôjunkai apâto genkei* 同潤会アパート原景 (« *Les appartements de la Dôjunkai* »), Seiunsha 星雲社, Tôkyô 東京, 1992.
- Fujimori Terunobu 藤森照信, Ozawa Hisashi 小沢尚, *Tôkyô no machizukuri : kindaitoshiwa dô tsukurareta ka ?* 東京のまちづくり—近代都市はどうつくられたか (« L'urbanisme de Tôkyô : comment la ville moderne s'est-elle construite ? »), Shôkokusha 章国社, Tôkyô 東京, 1986
- Fujimori Terunobu 藤森照信, *Kanban kenchiku* 看板建築 (« L'architecture de façade »), Sanseidôcha 三省堂社, Tôkyô 東京, 1988
- Fujimori Terunobu 藤森照信, *Nihon no kindai kenchiku* 日本の近代建築 (« L'architecture japonaise moderne »), Iwanami Shoten 岩波書店, Tôkyô 東京, 1993
- Jin.nai Hidenobu 陣内秀信, *Tôkyô no kûkan jinruigaku* 東京の人類学 (« Anthropologie spatiale de Tôkyô »), Chikuma shobô 筑摩書房, Tôkyô 東京, 1992
- Koshizawa Akira 越沢明, *Tôkyô toshi keikaku monogatari* 東京の都市計画物語 (« Histoire de l'urbanisme à Tôkyô »), Nihon keizai yôronsha 日本経済評論社, Tôkyô 東京, 1991.
- Maruyama Hiroshi 丸山宏, *Kindai nihon kôen shi ni kenkyû* 近代日本公園史の研究 (« *Etudes sur l'histoire des parcs japonais* »), Shimonkaku shuppan 思文閣出版, Kyôto 京都, 1994.
- Muramatsu Teijirô 村松貞次郎, *Nihon kindai kenchiku gijutsushi* 日本近代建築技術史 (« Histoire de l'architecture

63) *Ibid.*, p. 146.

- japonaise moderne »), Shôkokusha 章国社, Tôkyô 東京, 1976
- Yamada Gaku 山田学, Kawase Kôichi 川瀬光一, Kaji Hideki 梶秀樹, Hoshino Yoshihisa 星野芳久, *Gendai toshikeikaku jiten* 現代都市計画事典 (« Dictionnaire de l'urbanisme contemporain »), Shôkokusha 彰国社, Tôkyô, 1992
- Kenchiku zasshi* n° 346 建築雑誌 n° 346 (Numéro 346 du Journal de l'Institut des architectes japonais), Kenchiku gakkai 建築学会, Tôkyô 東京, 1915
- Nihon chizu chimei jiten* 日本地図地名辞典 (Dictionnaire des toponymes japonais), Sanseidôsha 三省堂社, Tôkyô 東京, 1995.
- Toshi keikaku kyôkasho* 都市計画教科書 (Manuel d'urbanisme), Shôkokusha 彰国社, Tôkyô 東京, 1995

Ouvrages en langues occidentales

- Benevolo Leonardo, *Histoire de l'architecture moderne* (2 volumes), Bordas, Paris, 1979
- Berque Augustin (sous la direction de), *La qualité de la ville : urbanité française, urbanité nipponne*, Maison franco-japonaise, Tôkyô, 1987
- Berque Augustin (sous la direction de), *La maîtrise de la ville : urbanité française, urbanité nipponne*, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1994
- Choay Françoise, *L'urbanisme, utopies et réalités*, Seuil, Paris, 1965
- Claudel Paul, *Correspondance diplomatique Tokyo 1921-1927*, Gallimard, Paris, 1995
- Giedion Siegfried, *Espace, temps, architecture*, La Connaissance, Bruxelles, 1968
- Gössel Peter, Leuthäuser Gabriele, *L'architecture du XX^e siècle*, Taschen, Cologne, 1991
- Howard Ebenezer, *Les Cités-jardins de demain*, Dunod, Paris, 1969
- Merlin Pierre, *L'urbanisme*, Presses Universitaires de France, 1991
- Pérol Jean, *Tokyo*, Editions du Champ Vallon, Seyssel, 1986
- Pons Philippe, *D'Edo à Tokyo, mémoires et modernités*, Bibliothèque des Sciences Humaines, Gallimard, Paris, 1988
- Vié Michel, *Le Japon et le monde au XX^e siècle*, Masson, Paris, 1992.
- Wolf Paul, *Wohnung und Siedlung*, Ernst Wasmuth A.-G., Belin, 1926
- Dictionnaire de l'architecture du XX^e siècle*, Hazan et l'Institut français d'architecture, Paris, 1996
- Japon des avant-gardes 1910-1970*, Editions du Centre Pompidou, Paris, 1986